



Coopération de l'Algérie avec l'Afrique : Le savoir comme trait d'Union

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 09 décembre 2016

Région : [Afrique subsaharienne](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

«Si tu ne peux pas distribuer de la nourriture, distribue au moins des bonnes paroles.»
Proverbe africain

Un forum d'investissement et d'affaires du 3 au 5 décembre s'est tenu à Alger, le but étant de dynamiser la coopération économique au sein du continent. Mis à part quelques petites anomalies, le forum s'est déroulé dans de bonnes conditions, notamment par la présence de 200 exposants qui ont eu l'opportunité d'exposer leurs productions. L'opportunité a été donnée aux 200 opérateurs algériens de faire connaître leurs produits à leurs homologues africains en vue de conclure d'éventuels marchés ou même des partenariats, parallèlement, six panels ont traité de six thématiques: les visions économiques stratégiques des pays africains. l'énergie, le financement des investissements, les infrastructures et les TIC ainsi que l'agriculture et l'agroalimentaire.

La réalité des échanges inter-africains

Cependant, force est de constater que les échanges inter-africains n'excèdent pas le taux de 10% des échanges commerciaux globaux du continent contre plus de 80% pour les échanges inter-européens et 60% en Asie, a-t-il été observé. Une contribution du journal El Watan fait le point de la réalité inter-africaine et algéro-africaine:

«Les exportations algériennes vers l'Afrique, hors pays du Maghreb, ne dépassent guère les 42 millions de dollars sur les neuf premiers mois de l'année en cours. L'Algérie n'exporte, bon an mal an, que pour à peine quelque deux milliards de dollars annuellement. Bien que géographiquement proche et commercialement accessible, le marché africain n'en capte que quelques flux marginaux, alors qu'il offre, plus que n'importe où ailleurs, d'indéniables niches de compétitivité pour la production algérienne exportable. Ainsi, selon le dernier bilan du commerce extérieur diffusé par le Centre national d'informatique et de statistiques douanières (Cnis), la valeur globale des exportations algériennes vers l'Afrique, hors pays du Maghreb, ne dépasse guère les 42 millions de dollars sur les neuf premiers mois de l'année en cours, contre 70 millions à la même période de l'année écoulée, soit à peine près de 0,25% de l'ensemble des flux des exportations du pays vers le reste du monde ».

« Au volet des importations poursuit l'auteur de l'article, la valeur des échanges avec l'Afrique reste également des plus faibles, soit de quelque 187 millions de dollars entre janvier et septembre derniers, contre 288 millions de dollars durant les neuf premiers mois de 2015. Tel que classé par régions économiques avec lesquelles l'Algérie commerce à travers le monde, le

continent africain arrive en bas de liste, tant à l'exportation qu'à l'importation, loin derrière les pays de l'Union européenne (UE). Peu intégré économiquement, l'espace africain demeure donc des plus opportuns à explorer pour l'Algérie, d'autant que les économies du continent présentent nombre de complémentarités et, par conséquent, tant d'opportunités à l'exportation et même à l'investissement.» (1)

Les conditions de la réussite dans la pénétration du marché africain

« Il faut être réaliste, écrit le professeur Mebtoul, commercer en Afrique cela suppose l'émergence d'entreprises algériennes compétitives en termes de coût-qualité, en termes d'avantages comparatifs mondiaux, car en 2016 parlant de l'économie de la connaissance: «Une enquête, écrit-il, menée en 2012 par l'UA/Nepad dans 19 pays africains, montre que seuls le Malawi, l'Ouganda et l'Afrique du Sud investissent plus de 1% de leur PIB dans la recherche-développement (R-D), contre de 0,2% à 0,5% pour les autres. Le rapport précité de l'Unesco souligne que l'Afrique ne consacre que 0,3% du PIB en moyenne à la R-D. C'est sept fois moins que l'investissement réalisé dans les pays industrialisés.(...)» (2)

Le professeur Mebtoul donne la recette d'une réussite des exportations algériennes, il insiste particulièrement sur le savoir et la nécessité de mettre en avant les élites scientifiques: à«Afin que les opérateurs algériens puissent pénétrer le marché africain, l'Algérie devra remplir sept conditions par des stratégies d'adaptation. Premièrement, tenir compte de la rivalité du couple Etats-Unis/Europe -Chine pour le contrôle économique de ce continent vital. Deuxièmement: combien l'Algérie possède d'entreprises compétitives publiques et privées avec un taux d'intégration minimal de 40/50%, selon les normes internationales et des laboratoires de recherche/développement.

Troisièmement, une révolution culturelle: il ne peut y avoir une économie diversifiée sans le primat de l'économie de la connaissance. Quatrièmement, sans maîtrise des nouvelles technologies, il ne faut pas s'attendre à asseoir une économie diversifiée (..) l'investissement le plus sûr est dans les institutions démocratiques et le savoir.. Cinquièmement, étant plus facile d'importer que de produire, il s'agira de débureaucratiser l'administration, pour une information fiable en temps réel. Sixièmement, il faudra au préalable des supports logistiques et bancaires (combien de banques algériennes en Afrique). Septièmement, la pénétration du marché africain suppose un partenariat gagnant-gagnant avec les grandes firmes qui contrôlent le marché mondial et un renforcement de l'appareil productif interne, supposant l'émergence d'entreprises algériennes compétitives en termes de coût-qualité. (...)» (2)

«Lorsque, poursuit le professeur Mebtoul, les ministres et les walis déplieront un tapis rouge devant les chercheurs et les intellectuels de renom, en les recevant au perron, comme le font les grands dirigeants du monde développé et ceux des pays émergents, nous aurons une lueur d'espoir pour un développement durable en Algérie. L'Algérie a besoin d'une vision stratégique, de cohérence, de visibilité, d'un discours de vérité et de leadership. L'Algérie doit profiter de sa relative aisance financière, bien utiliser ses réserves de changes en transformant cette richesse virtuelle en richesses réelles, de libérer toutes les énergies créatrices, et donc de réaliser la transition difficile vers une économie hors hydrocarbures dont la transition énergétique.» (2)

L'Algérie a contribué à la formation des élites africaines

De par ma formation d'universitaire et pour avoir géré, j'ai donné un avis complémentaire en mettant en avant l'aspect formation inexistant dans ces contacts avec l'Afrique. Dans une interview à L'Expression, au journaliste Salim Benalia, j'avais déclaré: «Cet événement offre à l'Algérie l'occasion de sortir de son cocon ancien et qui la faisait se confiner dans ses propres préoccupations. Ce forum indique que l'Algérie a, désormais, un savoir-faire exportable. L'Algérie a perdu beaucoup d'avantages sur le terrain africain et d'autres en ont profité, elle ne fait donc que reconquérir une place sur le continent et qui lui est légitime. C'est le moment pour notre pays de faire preuve d'une agressivité économique, technique et technologique.» (3)

J'avais ensuite parlé dans cette interview de ce que l'Algérie avait fait pour l'Afrique: «L'Algérie doit à ce titre mettre en valeur ce qu'elle a déjà fait pour l'Afrique. Et ce qu'elle a fait est très important. Notre pays est l'un des premiers à avoir compris, du temps de feu Houari Boumediene, la nécessité d'un co-développement par le développement du transport et de l'ouverture de la transsaharienne laquelle doit être parachevée, surtout qu'elle constitue une véritable artère dans «le corps de l'Afrique.» Elle permettrait assurément le développement de tout ce qui est transport des marchandises et des hommes. L'Algérie a dans ce cadre fait sa part. C'est aux autres pays limitrophes de continuer C'est dans le même ordre que l'Algérie par la suite a proposé l'installation d'un gazoduc de 4000 km à partir du Nigeria. Il peut irriguer toute la région de l'Est, mais également toutes les régions algériennes, notamment en matière de distribution de gaz et de développement de l'agro-industrie.» (3)

Quelques chiffres et les possibilités du futur

L'Algérie, qui a déjà contribué au développement des élites l'Afrique, mais aussi par une aide financière sans contre-partie est en droit d'attendre un retour d'ascenseur par une diplomatie économiquement «volontariste et pugnace» où elle ne lâchera plus rien. Pour rappel, l'Algérie a effacé la dette pour près d'un milliard de dollars, qu'avons-nous eu en échange? Elle a formé, depuis 1962, au moins 30.000 cadres étrangers dont beaucoup d'africains de haut niveau. Où sont-ils? Sur les 1,5 million de diplômés qui sont sortis des universités algériennes. Ils sont plus de 200 Africains, notamment des Tunisiens, Maliens, Nigériens, à avoir été formés à l'Ecole polytechnique d'Alger dans les années 1960, 1970 et 1980.

L'Algérie dispose d'un vivier de compétences établies aussi bien dans le domaine économique technologique qu'universitaire à la fin des années 1980, l'Algérie avait mis en place un service de la coopération avec même un statut pour le coopérant algérien. Je me souviens avoir piloté avec feu le ministre Belkaïd, ministre de l'Enseignement supérieur le projet d'une implantation d'une université technologique dédiée notamment aux sciences du pétrole. C'était à la demande de la Libye, l'université devait être érigée à Sebha. Il était prévu qu'un staff d'une vingtaine d'experts professeurs avec un recteur devait lancer l'enseignement. Il n'y eut pas de suite de notre part.

Les nouvelles missions de la coopération algérienne en direction de l'Afrique

Rien n'interdit de revoir fondamentalement notre coopération dans le domaine culturel, scientifique et technologique avec un principe directeur: «Rien ne doit être gratuit.» La notion de retour sur investissement devrait être notre préoccupation permanente. Pour cela

il me semble qu'un état des lieux sans complaisance devra être fait. Il est souhaitable d'établir un annuaire de toutes ces compétences que l'Algérie a formées pour pouvoir le valoriser à distance. Nos diplomates devraient d'ailleurs changer totalement de logiciel, il faut qu'ils soient des diplomates de l'économie, de la technologie et du savoir. La diplomatie de papa a vécu. C'est une diplomatie du Web 3.0. Le diplomate du XXe siècle doit être aussi un scientifique qui devrait maîtriser le Dow Jones, les marchés, les mouvements du Brent et la philosophie des marchés émergents.

Ils devraient endosser le costume de voyageur de commerce pour aller vendre la destination Algérie, à la fois sur le plan touristique, économique et technologique. L'université de Tamanrasset devrait se muer en un barycentre du savoir en Afrique et de l'économie de la connaissance et des nouvelles technologies. Ce pôle universitaire gagnerait à s'attribuer toutes ces nouvelles missions pour un rayonnement régional réussi. Il est temps d'optimiser les ressources de chaque pays et faire en sorte que l'on ne doit compter que sur nous-mêmes. Ce rendez-vous d'Alger nous donne la possibilité de lancer les jalons d'une future politique inter-africaine. La coopération avec les pays africains, même s'il faut passer par le troc. C'est la seule voie qui peut mener les pays africains vers les rives de l'autosatisfaction.

La voie à suivre : l'économie de la connaissance

Nous savons que l'économie de la connaissance est peut être le plus sûr moyen de sortir du sous développement. Idriss Aberkane brillant physicien écrit : « Dans un système où la croissance économique, basée sur la consommation des matières premières finies montre des limites évidentes, quelles sont les alternatives ? Et si nous basions la croissance sur la connaissance qui, elle, est infinie ? La République de Corée exporte davantage que la Fédération de Russie, avec trois fois moins d'habitants et 171 fois moins de territoire : Tout à l'économie de la connaissance, à laquelle elle a dédié un temps un ministère entier. Son industrialisation a été une des plus rapides au monde et, de 1995 à 2015, le volume de ses exports aura été multiplié par cinq ! » (4)

Plus modestement, l'Algérie dispose des centaines d'experts et de professeurs de prestige qui sont sous-utilisés. Le moment est venu de les faire participer au développement de l'Algérie et même au développement de la coopération scientifique et technique de l'Algérie dans le cadre du service de la coopération de l'Algérie, qui disposerait ce faisant d'un vivier de compétences algériennes et expatriées quel que soit l'âge pour aller porter la vraie voix de l'Algérie.

A titre d'exemple, le professeur Mohamed El-Hachemi, président de la prestigieuse Ryerson University de Toronto, est venu récemment en Algérie et a affirmé sa disponibilité à aider le pays. Sa quête pour une université du futur. Plus de 145 langues sont parlées au sein de son campus puisque 60% de ses étudiants sont issus de diverses nationalités. Le professeur El-Hachemi a évoqué l'innovation et l'économie du savoir qui sont placées au coeur de la philosophie de son établissement. Ses centres de recherche et d'innovation sont à l'origine de la création de centaines de start-up et entreprises.

Enfin, toujours dans le même domaine l'Algérie pourrait s'attaquer au domaine des savoirs universels en mettant en oeuvre une université virtuelle avec des cours en ligne ouverts non seulement aux étudiants algériens et étrangers en Algérie, mais aussi aux pays avec lesquels nous développons une coopération. Le rôle de l'enseignement supérieur et de la culture dans l'image de marque de l'Algérie en direction de l'Afrique. Il fut une époque où le

ministère de l'Enseignement supérieur tenait un annuaire des diplômés étrangers, notamment africains en Algérie.

Ces étudiants, futurs cadres dans leurs pays étaient bien pris en charge sur le plan matériel et pédagogique. Il est arrivé même qu'une cérémonie à leur intention soit organisée à la fin de l'année. Il est de la plus haute importance de réhabiliter ces bonnes dispositions tout à fait naturelles dans les pays développés. Ces diplômés partis, on perd leurs traces. Beaucoup d'entre eux deviennent des cadres supérieurs, voire accèdent à des postes politiques. Les ambassades devraient pouvoir garder le contact avec ces personnes-ressources, les inviter lors des cérémonies et même les faire inviter par les universités où elles ont fait leurs études. C'est à ces conditions.

De plus, s'agissant du ministère des Affaires étrangères, nos ambassades devraient développer des services de veille technologique à l'instar de tous les pays développés pour notamment, relayer l'information et les savoirs de notre élite expatriée vers l'Algérie. Dans le même ordre, le ministère de la Culture a un rôle à jouer en organisant en direction des étudiants étrangers des circuits touristiques. Ces étudiants seront les futurs cadres dans leurs pays, s'ils ont gardé un bon souvenir du pays, ils reviendront même en touristes. Cependant, du fait d'une absence totale de coordination, chose entendue à la radio des Algériens vantent dans un média national les vertus paradisiaques de passer le réveillon dans un pays voisin! Pays où semble -t-il les Algériens auraient dépensé plus d'un milliard de dollars, soit 50% de nos exportations hors hydrocarbures.

Dans ces conditions on peut être étonné de l'absence de stands bien structurés vantant intelligemment la destination touristique Algérie. C'était l'occasion unique, nous avons 2000 invités. C'est donc à une synergie globale et un engagement patriotique multidimensionnel que j'appelle. Chacun à son niveau devrait pouvoir faire preuve de discernement et, en l'occurrence, il n'y a pas de petites économies, tout est bon à prendre. C'est à ces conditions que l'Algérie redeviendra ce qu'elle était et qu'elle arrivera graduellement à garder son rang dans un monde où ceux qui jaillissent du néant pensent - à tort- être là pour mille ans, alors que l'on sait que seule la compétence permettra à cette Algérie de devenir une Algérie du savoir, de l'éthique, bref, il nous faudra nous réapproprier la valeur travail que nous avons perdue.

Ce proverbe africain cité plus haut, nous pouvons le mettre à profit , à défaut de distribuer de l'argent , l'Algérie pourrait faire profiter les pays africaines de son savoir car c'est le seul viatique pérenne, où il n'a pas de corruption , le seul transfert possible est celui de la connaissance en chacun des candidats au savoir. Cette coopération winn-winn sera mutuellement profitable et montrera enfin que nous pouvons nous passer dans une certaine mesure des aides plus qu'intéressées des anciennes puissances coloniales qui continuent à nous exploiter à distance avec il faut le regretter des dirigeants - en mal de légitimité et adoués par l'extérieur- qui n'ont pas déprogrammé le logiciel de la soumission intellectuelle au magister occidental et colonial au lieu de lui substituer celui du compter sur soi. Il y a 2150 ans le grand aguellid (Roi) amazigh clamait déjà l'Afrique aux Africains devant les vellétés coloniales de l'Empire romain !

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

1. http://www.elwatan.com/economie/l-afrique-en-parent-pauvre-03-12-2016-334156_111.php

2. http://lemaghreb.dz.com/?page=detail_actualite&rubrique=Contribution&id=80615

3. Salim Benalia

<http://www.lexpression.dz.com/actualite/255613-l-algerie-a-beaucoup-fait-pour-l-afrique.html>

4. <https://idrissaberkane.org/index.php/2016/11/24/highlights-economie-de-la-connaissance-une-revolution-en-marche/>

Article de référence:

http://www.lexpression.dz.com/chroniques/analyses_du_professeur_chitour/255761-l-algerie-s-imposera-par-le-savoir.html

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca